

25) L'Outre-mer

Il n'y pas un Outre-mer mais des Outre-mer. Chaque île, chaque territoire a sa spécificité, son identité et ses problèmes.

Ainsi, en Guadeloupe, l'afflux massif des réfugiés haïtiens crée une déstabilisation et entraîne un fort sentiment de racisme. Le Mouvement Démocrate propose donc de mettre en place un **plan de sécurisation des côtes guadeloupéennes et d'humaniser les conditions du renvoi des clandestins** dans leur pays d'origine. Mais il faut surtout **organiser un plan de reconstruction des infrastructures d'Haïti**, en favorisant la coopération des pays intervenants pour le développement économique et social de ce territoire dévasté.

En Martinique, ce qui frappe est avant tout la grande attente symbolique de reconnaissance sur tous les problèmes sensibles de l'esclavage et de l'identité. **Pour qu'il y ait fraternité, il faut donc qu'il y ait reconnaissance de l'identité, de la spécificité et de l'histoire de la Martinique.** Si la production bananière disparaissait, c'est une part essentielle de l'identité des Antilles qui disparaîtrait aussi : 15 à 20 000 emplois sont en jeu. Nous appelons donc à une mobilisation sans faille des pouvoirs publics. Pour résoudre les difficultés des planteurs, nous proposons d'instaurer une taxe modique sur l'importation des bananes en provenance des pays producteurs non communautaires. Le Mouvement Démocrate est convaincu qu'il faut garantir à l'économie martiniquaise à la fois un rééquilibrage par rapport au continent et une stabilité dans le long terme.

Les grands projets miniers constituent une chance pour la Nouvelle Calédonie. Nous soutenons l'idée du développement économique dans le Nord et pensons que la Calédonie a besoin d'un équilibre. Nous devons soutenir ce développement.

Pour nous, démocrates, quelques préoccupations communes doivent toutefois être prises en compte, au-delà des traitements spécifiques liés à chaque particularité. La priorité est de **restaurer l'impartialité et la neutralité de l'État** et il faut pour cela appliquer pleinement la continuité territoriale pour les résidents d'Outre-mer comme pour les ressortissants d'Outre-mer vivant en métropole.

Il faut également rétablir l'égalité des chances grâce à un soutien scolaire et éducatif adapté. Le développement économique ultramarin doit donc laisser leur juste place aux personnes originaires de ces territoires. Nous soutenons le développement économique, l'action sanitaire et sociale, la formation à tous les niveaux pour répondre aux besoins d'une population jeune et souvent inexpérimentée. Nous souhaitons notamment renforcer les Zones Économiques Exclusives et leur exploitation, véritable vivier d'emplois et d'activité.

Nous devons privilégier la valorisation des productions locales et inciter les entrepreneurs locaux à développer leurs exportations.

Nous devons faire du logement une priorité en Outre mer notamment en réorientant les défiscalisations vers le logement social.

Créer des zones franches sectorielles dans les collectivités qui en ont le plus besoin est également primordial.

Enfin, le développement du tourisme, des économies agricoles d'Outre-mer et le **secteur des énergies renouvelables** doit être une priorité car ces secteurs constituent un réel avantage pour l'Outre-mer et sont susceptibles de donner lieu à un essor véritable et surtout viable à long terme.